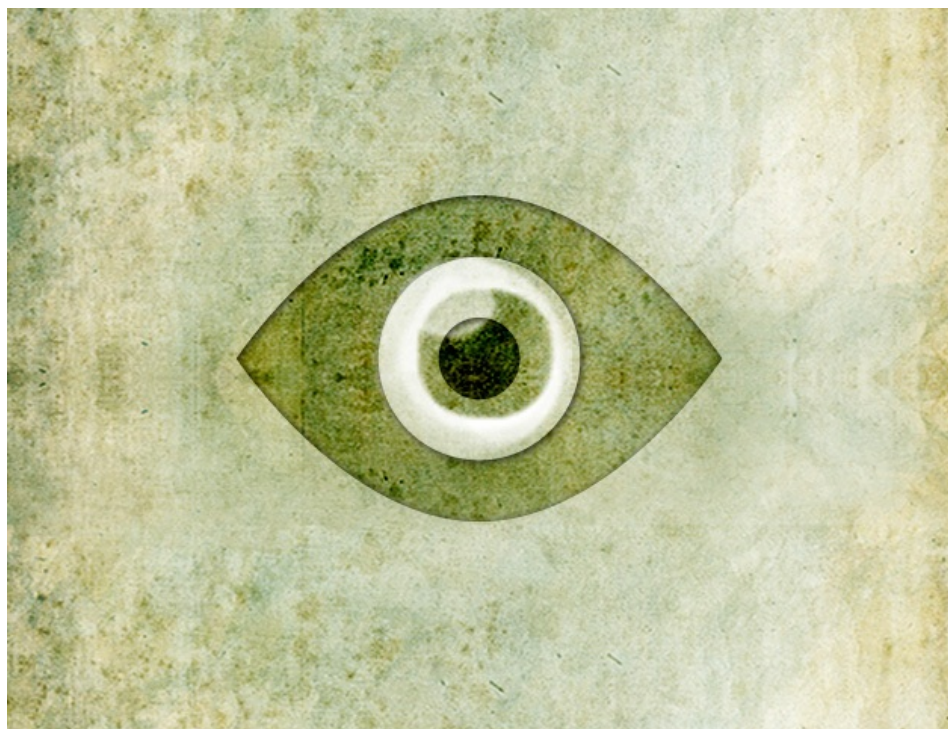


AREVA TROP INTELLIGENTE

LE 10 MARS 2012 CLAIRE BERTHELEMY

La démission ce vendredi de Sébastien de Montessus, patron des mines d'uranium d'Areva, résonne comme la confirmation du caractère déloyal des coups portés par la direction du groupe contre son ancienne présidente, Anne Lauvergeon, par l'entremise de sociétés d'intelligence économique. Elle confirme aussi la portée du scandale économique, comme le détaillent les documents que nous publions.



Tout commence début 2010, lorsque plusieurs dirigeants d'Areva commandent une enquête à une société d'intelligence économique, Apic, soupçonnant un des cadres de s'être enrichi sur le dos du groupe avec la bénédiction de la patronne, Anne Lauvergeon. *OWNI* s'est procuré de nombreux échanges entre Areva et cette petite structure, éclairant les soucis actuels du géant du nucléaire.

Car la saga judiciaire qui a débuté entre Anne Lauvergeon – qui a quitté ses fonctions en juin 2011 – et son ancien groupe, Areva, repose en particulier sur ce rapport établi par Apic, contestant le bienfondé d'une importante opération financière, l'achat d'UraMin. Une entreprise propriétaire de mines d'uranium en Afrique, achetée à prix d'or par Areva en 2007, et aujourd'hui au centre de toutes les polémiques.

Sur le fond, difficile de prendre au sérieux les allégations portées contre Anne Lauvergeon et certains membres du groupe dans le rapport d'Apic. D'ailleurs, en interne, entre mai 2010 et le début de l'année 2011, le rapport n'avait provoqué aucun remous ; ne contenant aucune preuve matérielle autre qu'un livre disparu et des liens menant vers les pages internet du site d'Areva. Juste de quoi alimenter des rumeurs. Jusqu'à ce que **Sébastien de Montessus**, qui vient donc d'annoncer sa démission de son poste de directeur de la branche minière d'Areva, ne s'en serve comme catalyseur pour commander cette fois une mission d'espionnage à une officine privée suisse, Alp Service. Cette fois, la limite de la légalité est franchie en surveillant le couple Lauvergeon. En épiluchant agendas et appels téléphoniques, sans rien trouver de probant d'ailleurs pour étayer les supputations du rapport Apic.



LE RAPPORT QUI AMNISTIE AREVA

Les affaires d'espionnage d'Areva et de sa présidente dépassent la simple récupération de factures détaillées. Et une ...

Catimini

À ce jour, **le départ précipité** de Sébastien de Montessus pourrait en annoncer d'autres.

Puisque dans les faits, d'autres hauts responsables d'Areva ont cautionné le travail d'Apic, à l'origine de toute l'affaire, comme le montrent les différents documents. Comprenant propositions, devis, contrat, facture et diverses notes internes.

Les noms de plusieurs dirigeants y apparaissent, tels Thierry d'Arbonneau, responsable de la Direction de la protection du patrimoine et des personnes, Gérard Arbola, membre du directoire, Nanda Nègre, chef de marché en charge du secteur protégé au sein de la Direction des Achats, Olivier Grégoire, directeur de l'intelligence économique du groupe. Et le service finance-gestion pour faire entrer cette enquête dans les bonnes cases de la comptabilité.

Un premier mail du 27 janvier 2010 permet de dater la construction des soupçons. Il prévient laconiquement du lancement d'une étude sur l'acquisition d'une autre société minière, Swala, dont un des actionnaires n'est autre que Daniel Wouters, l'intermédiaire d'Areva au cours de l'acquisition d'UraMin. Les commanditaires le soupçonnent de s'être précédemment enrichi sur le dos d'Areva.

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

Très vite, les échanges entre Marc Eichinger, dirigeant d'Apic contacté par Areva et les représentants du groupe s'intensifient. Jusqu'à la présentation d'un devis et une "*demande d'achat*" – de l'enquête – dans les registres comptables le 9 février 2010. Laquelle va s'étendre à l'acquisition d'UraMin. L'intitulé ne laisse pas de doutes : "*recherche d'information à la demande de la BU Mines*". Le tout validé par Olivier Grégoire et Thierry d'Arbonneau entre autres.

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

Le contrat est parachevé le 23 février 2010. Pour 20 000 euros hors taxes, signé par les deux parties, comme en témoigne le document du service achat d'Areva. La commande de prestation d'intelligence économique à Marc Eichinger est naturellement accompagnée des conditions générales d'Areva, comme pour un banal contrat de prestations de service.

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

Conséquences

Le rapport, accusateur et manifestement soupçonneux, est remis le 5 avril à Areva. Dans les quelques pages de l'analyse d'Apic, Marc Eichinger est formel et à charge. La direction d'Areva – et de fait Anne Lauvergeon – a manipulé et dupé l'Agence des participations de l'État (APE), Bercy, et même EDF (un temps sollicité pour UraMin) :

“

La direction d'Areva a manipulé les représentants d'EDF et sans doute également Bercy de la même manière. Depuis le début tout est faux et il n'est pas question d'aborder une autre cible qu'UraMin. Il ne peut s'agir d'une erreur humaine individuelle ou collective.

”

Après réception du rapport et lecture des conclusions, Thierry d'Arbonneau met dans la boucle Gérard Arbola, membre du directoire, lequel se défend aujourd'hui d'avoir été mis au

courant. Dans les conclusions que Thierry d'Arbonne propose, ne sont mentionnés ni Apic, ni Marc Eichinger. Même si ses analyses sont reprises. En conclusion de la note interne, il explique :



- L'achat d'Uramin soulève beaucoup de questions et de suspicions [...]

Risques :

Si un expert se penche sur le dossier et les documents cités, il pourrait relever :

- un conflit d'intérêt avec l'activité minière indépendante de D.W. [Daniel Wouters, NDLR]

- le personnage de D. W. et son recrutement dans le groupe.

- Les bénéficiaires de la vente d'Uramin

- La diffusion d'informations erronées au marché.

- L'exactitude incertaine des bilans.

- Les conséquences économiques



Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

Au sujet du rapport d'Apic, son auteur, Marc Eichinger a tenté de se justifier en expliquant le contexte de l'époque. Il a notamment confié au *Parisien* :



Il y [avait] un faisceau d'indices sérieux et concordants qui démontrent qu'Areva a été victime d'une escroquerie. [...] En 2006, Daniel Wouters, vétérinaire de la finance minière, se retrouve du jour au lendemain à la tête de la division mines d'Areva. D'ordinaire, quand une entreprise de ce calibre cherche un responsable, le processus est long. Mais Wouters connaissait le mari d'un cadre dirigeant, dont je ne peux dévoiler le nom.



Pourtant dans ce rapport qu'Areva a payé 20 000 euros, aucune preuve de la culpabilité des uns ou des autres dans le rachat de la petite société minière. De simples supputations. Depuis, un courrier du 19 janvier 2012 émanant d'Areva a intimé à Marc Eichinger de se taire dans les médias.

Hello, you have an old version of Adobe Flash Player. To use iPaper (and lots of other stuff on the web) you need to **get the latest Flash player.**

L'affrontement entre Anne Lauvergeon et l'actuelle direction d'Areva devrait connaître d'autres développements, rapidement. Contacté dans le cadre de cet article, les représentants Areva n'ont pas souhaité s'exprimer.

Illustrations et couverture par Marion Boucharlat pour Owni /-)

BENOIT

le 11 mars 2012 - 16:01 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Article intéressant, mais les éléments de preuves avaient déjà été publiés. Nous n'avons ici que des interprétations, des suppositions.

Domage, la réalité est bien plus grave!!

Je suis triste de constater une nouvelle fois le manque de travail de la plupart des journalistes qui se contentent de diffuser et commenter des documents communiqués par des sources ayant des intérêts spécifiques. Ce est vrai pour Owni, mais également pour le Canard ou Mediapart.

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

OLIVIER DROUIN

le 22 mars 2012 - 19:30 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



Je ne vois pas en quoi la démission de Montessus et la publication de ces documents fournis par Areva confirmeraient "la portée du scandale économique" Areva. Et d'ailleurs de quel scandale parlez vous ? D'avoir demandé discrètement, dans un climat de suspicion et de crainte à l'Etat major et chez les cadres dirigeants d'Areva, un "rapport" à Marc Eichinger ? Même maladroites et succinctes, ses conclusions sont pourtant non seulement fondées, mais bien en dessous de la vérité. Le vrai scandale Areva, c'est celui de cette gigantesque escroquerie dont été victimes, à cause d'un confondant manque de professionnalisme, Anne Lauvergeon, les membres de son directoire et du Conseil de Surveillance, et la tuelle, via l'APE. Coût pour la collectivité : 3 milliards d'euros. Voilà le vrai scandale, pire que l'affaire des avions renifleurs. Je vous suggère de lire mon article dans le magazine Capital au mois de mars ("la bourde atomique d'Anne Lauvergeon") qui n'a été démenti ni par Areva, ni par la bande d'escrocs. Ces derniers rigolent encore de leur casse du siècle; et continient aujourd'hui à plumer les pigeons.. avec l'aide de Daniel Wouters... Domage que la presse, qui aime tant publier des documents ou des PV d'auditions judiciaires, oublie souvent d'enquêter sérieusement. Sans rancune, naturellement...

VOUS AIMEZ



2

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

CAMILLE

le 29 mars 2012 - 11:33 • SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



<http://www.capital.fr/bourse/actualites/rebondissement-dans-l-affaire-areva-uramin-le-double-jeu-de-daniel-wouters-707956>

C'est de la vraie info, Wouters a touché autant que les indemnités de AL hors clause de non concurrence; c'est bien pour une perte pareille. Et le procureur ne fait rien tout va bien.

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE